



CHAPITRE 137

CHAPTER 137

Loi modifiant la Loi constituant en corporation les "Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains"

An Act to amend the Act to incorporate the "Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains"

[Sanctionnée le 18 décembre 1952]

[Assented to, the 18th of December, 1952]

Préambule.

ATTENDU que la corporation dite "Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains" a représenté par sa pétition qu'elle a été constituée en corporation par la loi 56 Victoria, chapitre 88, telle que modifiée par la loi 62 Victoria, chapitre 97, et par la loi 1 Édouard VIII, chapitre 19;

Attendu que la corporation désire compléter son nom pour le rendre conforme à celui qui lui a été donné par sa constitution canonique;

Attendu que la corporation a pris de l'extension et qu'elle a multiplié ses œuvres;

Attendu que ladite corporation chargée des besoins et intérêts matériels de la communauté des Frères Mineurs ou Franciscains a demandé que sa charte soit modifiée pour mieux établir et définir ses pouvoirs et qu'il est juste d'accéder à la demande à cet effet contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1893, c. 88, s. 1, am. **1.** L'article 1 de la loi 56 Victoria, chapitre 88, remplacé par l'article 1 de la loi 62 Victoria, chapitre 97, est modifié en y ajoutant, dans la septième ligne, après les mots "mineurs ou franciscains",

Preamble.

WHEREAS the corporation called "Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains" has represented by its petition that it was incorporated by the act 56 Victoria, chapter 88, as amended by the act 62 Victoria, chapter 97, and by the act 1 Edward VIII, chapter 19;

Whereas the corporation desires to complete its name to make it conform to the name given to it by its canonical incorporation;

Whereas the corporation has expanded and has increased its activities;

Whereas the said corporation, having charge of the wants and material interests of the community of the Frères Mineurs or Franciscains has prayed that its charter be amended so as better to establish and define its powers and it is proper to grant the prayer to that effect contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1893, c. 88, s. 1, am. **1.** Section 1 of the act 56 Victoria, chapitre 88, replaced by section 1 of the act 62 Victoria, chapitre 97, is amended by adding, in the seventh line, after the words "*Mineurs ou Franciscains*", the

les mots "de la Province Saint-Joseph du Canada".

words "*de la Province Saint-Joseph du Canada*".

1893,
c. 88, a. 2.
remp.

2. L'article 2 de la loi 56 Victoria, chapitre 88, remplacé par l'article 1 de la loi 1 Édouard VIII, chapitre 19, est de nouveau remplacé par le suivant:

2. Section 2 of the act 56 Victoria, chapter 88, replaced by section 1 of the act 1 Edward VIII, chapter 19, is again replaced by the following:

Pouvoirs
corpora-
tifs.

"2. Cette corporation a succession perpétuelle. Elle pourra avoir un sceau et le modifier à volonté, poursuivre et être poursuivie en justice, emprunter, louer, contracter, s'obliger et obliger les autres envers elle pour et sans considération, confirmer, sanctionner, toutes conventions, obligations, contrats, délibérations, actes pris, passés, faits au nom des Syndics apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains, ou au nom des Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains de la Province Saint-Joseph du Canada, acheter, acquérir, posséder, tenir, avoir, accepter, recevoir, pour les besoins et les objets de la corporation et pour des fins de revenus, des terres, tènements, héritages, rentes constituées et autres, et généralement tous les biens mobiliers et immobiliers quelconques, en fidéicommiss ou autrement, soit par achat, donation, legs, don ou autrement, et elle peut les vendre, aliéner, hypothéquer, céder, louer, transporter, échanger ou en disposer autrement à quelque titre que ce soit pour les mêmes fins, emprunter, et à cette fin, émettre des obligations (débentures) et en garantir le paiement par hypothèque, gage et nantissement, suivant le cas et à son gré; et en général exercer les droits des corporations civiles et tous les pouvoirs qui peuvent aider à la réalisation de son objet ou servir à la mise en œuvre de ses moyens d'action, et à l'exécution de ses entreprises, pourvu que le revenu net annuel des immeubles qu'elle possède en cette province pour des fins de revenus seulement, non compris les immeubles qu'elle possède déjà ou acquerra en remplacement de ces derniers ou avec leurs produits, n'excède pas deux cent mille dollars. Dans le cas où ladite corporation acquerrait par legs, donation ou autrement quelques propriétés immobilières en sus de ce qu'elle est autorisée à posséder, ladite

"2. The corporation shall have perpetual succession. It may have a seal and change it at will, sue and be sued, borrow, lease, contract bind itself and bind others towards it for and without consideration, confirm, ratify, all agreements, obligations, contracts, resolutions, deeds entered into, passed, made in the name of the Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains, or in the name of the "Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains de la Province Saint-Joseph du Canada", purchase, acquire, hold, possess, have, accept and receive for the needs and purposes of the corporation, and for revenue purposes lands, tenements, hereditaments, constituted or other rents and generally all moveable and immoveable property whatsoever, in trust or otherwise, either by purchase, gift, legacy or otherwise and it may sell, alienate, hypothecate, convey, lease, transfer, exchange or otherwise dispose of the same under any title whatsoever for the same purposes, borrow, and for such purposes, issue bonds or debentures and secure the payment thereof by hypothec, pledge and mortgage, as the case may be and as it may desire; and generally exercise the rights of civil corporations and all the powers which may help to realize its purpose or serve to implement its means of action, and the carrying out of its undertakings, provided that the net annual revenue from the immoveables it may hold in the Province for revenue purposes only, not including the immoveables it already holds or those it may acquire in place of the latter, or with the proceeds of the same, shall not exceed two hundred thousand dollars. In the event of the said corporation acquiring by legacy, gift, or otherwise, any immoveable property over and above what it is authorized to hold, such acquisition

Corporate
powers.

acquisition ne sera pas nulle à raison de ce fait, mais la corporation sera tenue dans les cinq ans à compter de la prise de possession desdites propriétés, de vendre ou aliéner celles-ci ou quelque autre de ses propriétés, de manière à ne pas dépasser la quantité ci-dessus spécifiée."

1893, c. 88, a. 4, remp. **3.** L'article 4 de ladite loi est abrogé et remplacé par le suivant:

Siège social.

"**4.** Le siège social de ladite corporation sera dans la cité de Montréal ou en tout autre endroit en cette province jugé convenable par la corporation. Un avis du changement de siège social devra être publié dans la *Gazette officielle de Québec*."

1893, c. 88, a. 5, remp. **4.** L'article 5 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Conseil général.

"**5.** La corporation sera gouvernée et régie par un conseil général élu par les Syndics, composé et choisi de la manière voulue par les statuts et règlements de ladite corporation."

1893, c. 88, a. 6, remp. **5.** L'article 6 de ladite loi, remplacé par l'article 4 de la loi 62 Victoria, chapitre 97, est de nouveau remplacé par le suivant:

Devoirs.

"**6.** Le conseil général est le corps exécutif de la corporation; il est chargé d'exercer les pouvoirs mentionnés dans la présente loi de la manière voulue par les statuts et règlements de ladite corporation. Il peut nommer les officiers, procureurs et administrateurs qui peuvent être nécessaires à la bonne administration des biens et des affaires de la corporation."

1893, c. 88, a. 7, remp. **6.** L'article 7 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Délégués.

"**7.** Les Syndics peuvent se faire représenter par des délégués qui auront les pouvoirs qui leur seront donnés par leur corporation. Nulle personne ne peut être déléguée à moins d'être elle-même Syndic."

Entrée en vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

shall not be null on that account, but the corporation shall be bound, within five years from the coming into possession of the said property, to sell or alienate the same or any other of its properties so as not to exceed the amount above specified."

3. Section 4 of the said act is replaced by the following: 1893, c. 88, s. 4, replaced.

"**4.** The corporate seat of the said corporation shall be in the city of Montreal or at any other place in this Province deemed suitable by the corporation. Notice of the change of the corporate seat shall be published in the *Quebec Official Gazette*." Corporate seat.

4. Section 5 of the said act is replaced by the following: 1893, c. 88, s. 5, replaced.

"**5.** The corporation shall be governed and managed by a general council elected by the Syndics, composed and chosen in the manner determined by the statutes and by-laws of the said corporation." General council.

5. Section 6 of the said act, replaced by section 4 of the act 62 Victoria, chapter 97, is again replaced by the following: 1893, c. 88, s. 6, replaced.

"**6.** The general council shall be the executive body of the corporation; it shall be charged with exercising the powers mentioned in this act in the manner determined by the statutes and by-laws of the said corporation. It may appoint such officers, agents and administrators as may be necessary for the proper administration of the property and affairs of the corporation." Duties.

6. Section 7 of the said act is replaced by the following: 1893, c. 88, s. 7, replaced.

"**7.** The Syndics may be represented by delegates, who shall have the powers conferred upon them by their power of attorney. No person may be a delegate unless he is himself a Syndic." Delegates.

7. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.